

Transformations : pour la CGT le volet social reste crucial à instruire

A fin avril, « on tient toujours notre budget ». La baisse d'audience sur nos contenus rédactionnels reflèterait une période creuse de l'actu et/ou d'une actu anxigène en boucle (Trump / Iran / ...). Elle se déplace vers les partenaires. La stratégie de vidéos plus qualitatives est inchangée mais se déploiera dans le temps. L'objectif d'abonnement cible prioritairement le pack numérique. Concernant l'application, précise Mme Lévrier, « cela va être difficile et de longue haleine, il s'agit d'un énorme travail transverse avec Additi, le Marketing... » L'objectif est fixé pour 2030, or il est pourtant urgent d'atteindre les 300 000 abonnés ! Deux développeurs supplémentaires ont été nommés. Cela ne suffira certainement pas reconnaît-elle. Le projet Atlas de plateforme commune **Novo19 plus** agrégeant les vidéos Ouest-France, celles de nos partenaires, de télévisions locales, devrait voir le jour avant la fin de l'année. Quant à la chaîne **Novo19**, le Talk s'arrête à la fin de la saison en juin. Cette émission sera réétudiée pour la rentrée.

« Réinterrogeons tout ce que l'on fait »

Le constat global confirmerait « l'exode informationnel ». La **CGT** questionne sur la synthèse des ateliers « mission d'information » au siège et de ceux dans les départements concernant les axes, les leviers en lien avec les attentes des lecteurs d'aujourd'hui. « Comment éclairer l'horizon, interroge François-Xavier Lefranc ? C'est un axe majeur du projet éditorial, avec plus de reportages exclusifs, d'enquêtes d'investigation. Certes, cela demandera des moyens mais nous devons être singuliers, et bons sur les thématiques qui touchent le public. Notre force, ce que l'on ne voit pas ailleurs, ce sont les infos locales de proximité. Elles sont essentielles et très porteuses, ce qui est rassurant. Il est important de préserver au maximum les moyens que nous avons dans les territoires, encore faudra-t-il pouvoir payer les salariés ! Le problème n'est pas finistérien, la question est à l'échelle Ouest-France, qui concerne tous les endroits où nous sommes présents. La force du Finistère, ce sont les gens qui y travaillent et qui y sont investis. Il s'agit de mettre les bons moyens au bon endroit. Cela ne veut pas systématiquement dire fermeture de rédactions. »

Si l'axe de travail de **regroupement d'éditions** des départements en dessous de 10 000 exemplaires (Pays d'Auge, Loudéac, Quimperlé, Redon, Pornic, Nantes, Cholet, Les Sables) pourrait aboutir à une édition unique dans sept départements, ce n'est qu'une étude qui inclut les aspects de la gâche papier et de la distribution. La **CGT** rappelle que le cœur du sujet n'est pas le nombre d'exemplaires, mais bien ce qu'attendent les lecteurs dans les territoires. C'est-à-dire leurs infos locales.

Et les photographes, forces vives sur le terrain ? « Le visuel est essentiel. Aujourd'hui d'ailleurs, un photographe part systématiquement avec un rédacteur en reportage à l'étranger », précise François-Xavier Lefranc. Enfin presque, rétorque la **CGT** : « Ils se sont formés à la vidéo avec des drones donc ce sont des vidéastes qui font un très bon boulot. » La **CGT** précise que la formation est lourde et questionne la direction sur le fait de parfois privilégier l'accréditation de vidéastes plutôt que d'un reporter photographe. C'est un vrai sujet à instruire, reconnaît-elle. Quel est l'avenir de ce service qui apporte beaucoup au journal, et permet aussi d'alimenter notre base ? On en reparlera en CSE avec des chiffres très précis propose le président du Directoire. A suivre.

Efficence 2 : Selon Laurent Jurrius, « Il faut faire le travail mais différemment, donc transformations en harmonie avec la réduction des charges ». Ce qui signifie que les 65 chantiers s'appuient principalement sur la baisse du nombre de salariés. L'objectif de 15M€ d'économies pourrait être atteint d'ici fin 2027. Mais il se base sur des **hypothèses** qui devront être vérifiées puis mises en place (ou pas). Ce qui pourrait éviter un plan de départ collectif. L'échéance des automatisations n'est pas encore instruite. La réduction de la pagination est bien une hypothèse de travail, même si la direction le matin même avait précisé qu'il n'y en aurait pas ! Certaines hypothèses sont déjà testées notamment aux Sports en Normandie. Les impacts sur les équipes manquent une fois de plus à ces projections. La **CGT** alerte : une telle envergure de chantiers de transformations ne doit pas se déployer au fur et à mesure, au détriment des compétences, des conditions de travail des salariés et des équipes. Ne serait-ce qu'un salarié en moins ou des passages en retraite progressive ont des impacts sur le reste de l'équipe. C'est de cela dont nous devons nous préoccuper.

Adieu au magazine **Bon week-end** le 11 juillet. Les élus réclament un bilan économique et s'inquiètent de l'avenir du service Suppléments. D'ailleurs les suppléments gratuits Ouest-France et Journaux de Loire sont bien examinés de près. La rentabilité du guide des métiers, des guides été comme beaucoup d'autres suppléments, n'est plus au rendez-vous. La **CGT** rappelle que les études économiques doivent aussi s'examiner avec le volet social et leurs impacts pour les salariés et leur avenir. Le projet n'est pas mature précise François-Xavier Lefranc. Effectivement, et à tout point de vue !

Une **charte IA** dite éthique a été rédigée, pour accompagner la mise à disposition de tous les salariés de muse. Selon Philippe Boissonnat, « elle fixe un idéal, un objectif qui doit nourrir le débat au quotidien... Les visuels sont proscrits sauf exception mais avec un pictogramme intégré. L'IA est un assistant mais nos **fiertés professionnelles ne doivent pas en pâtir**. » Pour la **CGT**, le discours est éloigné des faits dans les équipes. Cette charte reste d'ailleurs très - voire trop - axée rédactionnel. Or, l'IA concerne l'ensemble des salariés. Ici encore des développements se font sans en avoir mesuré les impacts dans les équipes.

Télétravail occasionnel : les élus ont lu une déclaration collective concernant la demande d'assouplissement du nombre de jours de télétravail occasionnel en lien avec l'augmentation du prix du carburant et ce sans le versement de la prime. La direction s'appuie sur l'accord d'entreprise qui prévoit deux jours. Passer à trois signifierait selon elle travailler plus à l'extérieur qu'en proximité avec les collègues, et la cohésion d'équipe ne doit pas en pâtir. De plus, l'ensemble des salariés ne peut y prétendre. Les ponts du mois de mai et les derniers jours de congés à poser avant la fin de l'exercice, plus la période estivale, démontreraient une diminution des effectifs sur sites. Le sujet est ainsi reporté à la rentrée. Selon la **CGT**, il y a chaque jour des salariés au travail et pour diffuser l'information quel que soit le support. Nous déclarons que repousser le sujet à la rentrée cache un refus de principe, d'une direction fermée au moindre geste envers ses salariés. Or, la situation est bien occasionnelle et n'aurait, de plus, rien coûté à l'entreprise.

Transfert IntraSipa : les salariés de la Direction immobilière et de l'environnement de travail se sont vu proposer de passer chez IntraSipa. Si l'ensemble de ce service était transféré dans sa globalité, cela ferait l'objet d'une info/consultation tente de nous rassurer Mme Gathelier (DRH). A ce jour, nous dit-elle, seul Mr Harnois (directeur) est finalement concerné. Le service courrier est exclu. Il y a bien néanmoins une réflexion sur une trajectoire à plus long terme d'une étude de transfert vers Intrasipa car cette direction gère de l'immobilier et des achats au niveau groupe. A suivre là aussi car les salariés ont encaissé un choc lorsqu'il a été question de leur transfert.

Le **Service Santé** au travail est toujours à la peine sans deuxième médecin du travail, ce qui ne permet pas de relais possible entre médecins déplore le docteur Murette. D'ailleurs elle mettra en place des visites du service à l'intention des professionnels de santé. Un service qui se consolide avec entre autres une préventrice, un spécialiste en ergonomie, une psychologue du travail et des projets de changements d'outils à venir.

Points pénibilité nuit : l'entreprise, une année de plus, n'a pas déclaré les points de pénibilité nuit de l'année 2024 des cadres techniques de la coordination qui dépendent du secteur rédaction. Ces salariés souhaitent pouvoir compter sur une mise à jour annuelle. La direction va bien déclarer ces points et reconnaît que cela ne doit pas se reproduire pour l'ensemble des salariés concernés.

Sécurité sur le site Chantepie : une personne s'est introduite sur le site le soir du dimanche 26 avril. Elle avait une attitude inappropriée et a vidé des extincteurs dans le secteur industriel créant un brouillard important et une pollution atmosphérique subie par les ouvriers. Quelles en seront les conséquences à plus long terme ? La direction reconnaît qu'il reste une part incertaine sur la sécurité, les caméras de surveillance ne couvrant pas l'ensemble du site. Pour la **CGT**, la sécurité non seulement du site mais surtout celle des salariés n'est pas au rendez-vous et cet élément peut potentiellement nous mettre tous en danger, travailleurs de nuit comme de jour. La direction ne propose aucune amélioration !